

Panel consultatif d'EDC sur l'industrie 2018

Le Panel consultatif d'Exportation et développement Canada (EDC) sur l'industrie (le « Panel ») se réunit chaque année pour discuter des enjeux et des tendances du moment dans le commerce et l'investissement canadiens et pour réfléchir aux façons dont EDC peut améliorer ses services. En 2018, 17 organisations ont participé au Panel, principalement des associations industrielles représentant divers secteurs d'activité, parmi lesquels les transports, les ressources, la fabrication, les TI et d'autres services. Voir l'annexe pour connaître la liste complète des participants. Le présent document est un résumé des délibérations de la rencontre du Panel 2018, qui a eu lieu le 14 et le 15 mai 2018, à Ottawa.

FAITS SAILLANTS DE LA SOIRÉE D'ACCUEIL

Lors de la soirée d'accueil, le 14 mai, M. Benoit Daignault, président et chef de la direction d'EDC, a souhaité la bienvenue aux participants et souligné que beaucoup de choses avaient changé depuis les débuts du Panel annuel d'EDC il y a dix ans. À l'époque, la croissance tournait au ralenti, et les participants s'inquiétaient de la solidité des systèmes financiers mondiaux. Aujourd'hui, le contexte mondial en est un de croissance économique synchronisée et de systèmes financiers solides. M. Daignault a néanmoins noté la montée du protectionnisme et les mauvaises nouvelles dans le monde du commerce, tant en ce qui concerne l'ALENA qu'en général.

EDC fait partie des institutions les plus novatrices en son genre dans le monde. Elle travaille désormais en amont et en aval pour veiller non seulement à créer de nouveaux débouchés à l'exportation, mais aussi à soutenir les activités en résultant. Pour maximiser son mandat, EDC a lancé le secteur du savoir, qui lui permet d'« aller chercher les entreprises, où qu'elles se trouvent dans leur parcours ». Par ailleurs, EDC croit fermement à l'importance des partenariats, qu'il soit question des groupes centraux comme les banques (par exemple, dans le cadre de nouvelles initiatives comme les petites garanties pour les petites entreprises), de la Banque de développement du Canada (ex. : couverture d'un acheteur unique) ou de son soutien aux technologies propres. EDC continue aussi à transformer ses pratiques de gestion des risques, et ses pertes annuelles sont d'à peine 1 % en moyenne. EDC compte maintenant 20 bureaux dans le monde, dont une nouvelle représentation complète à Singapour. Son modèle de prestation met l'accent sur les relations et les partenariats exceptionnels. Le Panel, qui constitue un excellent exemple de cette philosophie et un forum annuel important, favorise également la participation tout au long de l'année.

En 2018, le mandat d'EDC fera l'objet d'un examen législatif. À l'avenir, EDC continuera d'innover et de soutenir les entreprises, dans l'optique d'en faire plus pour les Canadiens et de faire en sorte que les entreprises canadiennes puissent maintenir ou accroître leur part du commerce mondial.

RENCONTRE DU PANEL CONSULTATIF SUR L'INDUSTRIE

La rencontre du Panel consultatif sur l'industrie, tenue le 15 mai dans les bureaux d'EDC, portait sur deux sujets principaux : les questions entourant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et des questions générales relatives au mandat d'EDC, sur lesquelles les participants au Panel ont pu exprimer la vision de leurs membres sous la forme d'une table ronde.

Remarques du gouvernement fédéral

Chris Moran, directrice générale, Stratégie du portefeuille commercial et coordination d’Affaires mondiales Canada, a prononcé le mot d’ouverture. Elle a souligné la valeur du travail des délégués commerciaux en faisant référence à une nouvelle étude indiquant que les entreprises qui font affaire avec des délégués commerciaux exportent vers 20 à 25 % plus de marchés que les autres. M^{me} Moran a parlé de l’Accord économique et commercial global (AECG) et admis que cet accord crée de nouveaux systèmes dans lesquels les entreprises canadiennes doivent apprendre à se retrouver. Elle a noté que le gouvernement du Canada collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, les chambres de commerce locales, EDC et d’autres partenaires pour offrir des programmes d’information, de promotion et de renforcement des capacités en lien avec l’AECG, communiquer l’information et servir les entreprises canadiennes de façon harmonieuse, structurée et collaborative.

Perspectives économiques mondiales

Peter Hall, vice-président et économiste en chef d’EDC, a fait part de ses observations sur les tendances économiques mondiales. Son message central était que les marchés développés et les marchés émergents du monde entier connaissent une forte croissance et que les marchés stratégiques devraient continuer d’offrir des débouchés.

Voici quelques points importants à retenir de la présentation de M. Hall :

- *Il y a une forte croissance mondiale*, tant sur les marchés développés que sur les marchés émergents (selon un sondage mensuel auprès de directeurs des achats sur leurs perspectives des six prochains mois).
- *La participation au marché du travail aux États-Unis est en hausse*, vu la baisse générale du taux de chômage et la participation accrue des milléniaux depuis deux ans (2016 à 2018).
- *L’investissement des entreprises aux États-Unis revient à la normale* après cinq à sept ans d’investissement excessif (d’après les changements observés dans l’utilisation de la capacité).
- *La demande comprimée devrait stimuler la croissance*, puisque les nouvelles possibilités d’emploi donnent un revenu disponible à des segments de la population qui n’ont pas pu consommer autant qu’ils le voulaient depuis la récession de 2008 (ce qui devrait se faire particulièrement ressentir sur le marché de l’habitation).
- *Les marchés émergents présentent des occasions pour les exportateurs canadiens*, en particulier avec la classe moyenne en plein essor en Chine et en Inde qui stimule la demande et augmente la pression pour des réformes gouvernementales.
- *La demande de la Chine devrait dépasser celle des États-Unis*, ce qui ferait de la Chine le principal marché d’exportation du Canada d’ici 7 à 23 ans, selon le secteur.

Discussion libre – Accords de libre-échange et ALENA

À la lumière de la renégociation de l’ALENA en cours, la rencontre s’est ouverte avec une discussion libre sur les accords de libre-échange en général et l’ALENA en particulier. Les participants au Panel étaient invités à exprimer comment réagissait leur secteur face aux nouveaux accords, si les entreprises apportaient des changements stratégiques à leur planification en raison des incertitudes entourant l’ALENA, quelles étaient les inquiétudes des entreprises et comment EDC pouvait les aider.

Voici quelques points saillants de la discussion :

- *L’incertitude persistante entourant l’ALENA* a déjà une incidence sur les entreprises canadiennes, puisque le pouvoir décisionnel passe à d’autres mains. Dans l’ensemble, le groupe estime généralement que, même si l’incertitude à court terme est gérable, l’incertitude prolongée nuira aux entreprises d’ici.

- *La connaissance et la compréhension des autres accords commerciaux* (en particulier l'Accord économique et commercial global [AECG]) sont faibles chez les membres de beaucoup d'organisations, même s'il y a une volonté de prendre de l'expansion sur ces marchés.
- *La capacité concurrentielle est préoccupante vu le contexte politique général* au Canada et à l'étranger : les changements majeurs dans l'environnement fiscal et réglementaire aux États-Unis ont créé un climat d'investissement très intéressant en comparaison avec les taxes sur le carbone, les changements dans le régime fiscal fédéral, les coûts de la main-d'œuvre (RPC et AE) et les coûts des terrains et de l'énergie au Canada. Même si EDC n'a pas de mandat d'intérêt public à cet égard, elle pourrait contribuer à mettre en lumière l'importance de la capacité concurrentielle canadienne.

D'autres commentaires portaient sur les barrières non tarifaires au commerce, l'investissement dans les infrastructures, le décalage entre les messages du gouvernement et la perception de l'industrie, les obstacles au commerce intérieur (entre les provinces), les défis supplémentaires pour les PME et les entreprises dirigées par des femmes, l'importance des importations et la valeur des communications sur le commerce et les exportations pour outiller et soutenir les exportateurs canadiens.

Table ronde – Opinions des associations

Les participants au Panel étaient invités à présenter brièvement deux ou trois problèmes concrets qui préoccupent leurs membres, les points importants de la discussion sur les accords de libre-échange et l'ALENA, ainsi que leurs dernières réflexions sur les façons dont EDC peut soutenir leurs membres.

Durant la discussion, les participants ont :

- insisté sur les inquiétudes entourant la capacité concurrentielle des entreprises canadiennes dans le monde, comme mentionné au cours de la discussion sur l'ALENA, et exprimé leur frustration à l'égard de ce qu'ils perçoivent comme un manque d'empressement du gouvernement à agir en ce qui a trait à la capacité concurrentielle et à l'attractivité pour l'investissement étranger;
- demandé une meilleure harmonisation des politiques entre les trois ordres de gouvernement, en insistant sur la nécessité de voir les politiques, les accords commerciaux et les crédits d'impôt comme faisant partie d'un grand écosystème qui soutient ou compromet le commerce;
- exhorté le gouvernement à instaurer des politiques cohérentes qui tiennent compte de la chaîne d'approvisionnement dans son ensemble, y compris les importations et les exportations, et encouragé EDC à influencer cette concertation;
- suggéré à EDC de travailler en étroite collaboration avec d'autres agences, dont Affaires mondiales Canada (AMC) et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), pour veiller à ce que l'information et les messages pertinents se rendent à tous les auditoires concernés;
- demandé plus de soutien pour les PME;
- mentionné les pénuries de main-d'œuvre et le besoin de mettre sur pied des programmes de formation;
- commenté le fardeau réglementaire des entreprises;
- suggéré le retour des groupes consultatifs sectoriels sur le commerce international pour orienter la négociation des accords de libre-échange;
- noté que la stagnation du cours des produits de base a fait reculer l'investissement dans le secteur minier;
- félicité EDC pour son processus de jumelage et exprimé leur reconnaissance pour ses initiatives de diffusion de l'information, qui ont tous les deux des avantages évidents pour les entreprises membres;

- suggéré à EDC d’offrir de l’encadrement individuel aux entreprises, surtout les PME, qu’il faut aider davantage;
- souligné l’importance de l’ALENA pour les entreprises dirigées par des femmes, qui font souvent leurs débuts aux États-Unis avant d’entrer sur le marché canadien;
- fait remarquer que les gouvernements d’autres pays ratifient les accords commerciaux plus rapidement, ce qui donne un avantage aux entreprises de ces pays, et encouragé le Canada à avancer plus vite à ce chapitre;
- mentionné que la cybersécurité était une grande menace pour les entreprises canadiennes et exhorté le Canada à en faire plus à cet égard;
- demandé au nouveau bureau de l’ombudsman de la responsabilité des entreprises de positionner l’entreprise canadienne responsable comme un avantage concurrentiel et de faire attention de ne pas pénaliser les entreprises canadiennes;
- souligné la nécessité d’investir dans les infrastructures pour aider les produits canadiens à percer les marchés.

Résumé

Voici les principaux thèmes de la journée :

- *Inquiétudes entourant la capacité concurrentielle des entreprises canadiennes* : Les politiques et les règlements canadiens, les relations avec les populations autochtones et les coûts élevés de l’énergie, de la main-d’œuvre et des terrains contribuent à faire du Canada un marché moins intéressant pour les entreprises, surtout comparativement aux États-Unis, où la dernière réforme fiscale a créé un environnement très attrayant. Les entreprises exhortent le gouvernement du Canada à agir pour respecter ses déclarations publiques de soutien aux exportateurs canadiens.
- *Importance de l’ALENA* : Comme les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada, l’ALENA est un instrument essentiel pour beaucoup d’exportateurs canadiens. Les entreprises canadiennes ont hâte qu’il soit conclu. Tant que les négociations sont en cours, l’incertitude entraîne une migration des décisions et mine l’investissement dans les activités canadiennes.
- *Débouchés sur d’autres marchés* : Le PTP et l’AECG permettent aux exportateurs canadiens d’étendre leurs activités sur des marchés asiatiques et européens, mais la connaissance et la compréhension de ces accords demeurent faibles chez de nombreuses organisations représentées dans le Panel. Les programmes de diffusion de l’information d’EDC peuvent aider les entreprises canadiennes à repérer et à exploiter ces débouchés.
- *Valeur des communications d’EDC* : EDC offre des séances d’information, des webinaires, etc., qui constituent une précieuse source d’information pour aider les entreprises canadiennes à repérer et à exploiter les débouchés qu’offrent les accords commerciaux. Les participants au Panel ont demandé à EDC de poursuivre ces activités, en visant spécialement les PME et les entreprises dirigées par des femmes, et de continuer les offres en personne, en plus des offres Web.

Pour terminer, Lisa Kimmel, modératrice de la journée, a demandé aux participants quels gestes concrets ils poseraient à la suite des discussions de la journée. Voici quelques réponses :

- Inviter Peter Hall, économiste en chef d’EDC, à faire une présentation aux organisations membres (CAMESE)

- Renseigner les membres sur les offres d'EDC, par exemple les webinaires (FCEI)
- Collaborer avec les délégués commerciaux (ACTI)

Conclusion

Dans son mot de la fin, M. Daignault a remercié tous les panélistes pour leur participation et rappelé que sa priorité était de veiller à ce qu'EDC reste pertinente pour ses parties prenantes. Il a fait remarquer que, ces dernières années, la participation était stable ou en déclin, mais que le vent a tourné et qu'il se réjouit de voir que les entreprises voient la valeur de ce qu'EDC a à offrir. Il a exprimé sa gratitude pour les commentaires reçus durant la rencontre et mentionné qu'il comptait réfléchir à ces observations concernant la participation du Canada sur le marché mondial. Il est revenu sur les commentaires d'autres participants au sujet de la nécessité de contrôler les étapes de la chaîne d'approvisionnement pour que les produits soient faits *par* le Canada, et non seulement *au* Canada. Il a ajouté que l'avenir de l'industrie au Canada dépendait non seulement de notre capacité commerciale, mais aussi de notre capacité d'investissement, et a encouragé une approche proactive à l'égard des investissements en capital et des acquisitions, tout en soulignant qu'il fallait se doter d'une vision en la matière.

ANNEXE : MEMBRES DU PANEL CONSULTATIF D'EDC SUR L'INDUSTRIE

John Gamble

Président et chef de la direction
Association des firmes d'ingénieurs-conseils du
Canada (AFIC)

Vincent Guglielmo

Vice-président
Association des fabricants de pièces d'automobile
du Canada (APMA)

Claire Citeau

Directrice générale
Alliance canadienne du commerce agroalimentaire
(ACCA)

Nicolas Todd

Vice-président, Politiques, communications et
relations gouvernementales
Association des industries canadiennes de défense
et de sécurité (AICDS)

Bob Kirke

Directeur général
Fédération canadienne du vêtement (FCV)

Ryan McEachern

Directeur général
Mining Suppliers Trade Association (Canada)
*[anciennement, Association canadienne des
exportateurs d'équipements et services miniers
(CAMESE)]*

Francesca Iacurto

Conseillère principale, Relations
gouvernementales
Association canadienne des producteurs pétroliers
(ACPP)

Neil Parmenter

Président et chef de la direction
Association des banquiers canadiens (ABC)

Mary Van Buren

Présidente
Association canadienne de la construction (ACC)

Perrin Beatty

Président et chef de la direction
Chambre de commerce du Canada (CCC)

Dennis Darby

Président
Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC)

Joy Nott

Présidente
Association canadienne des importateurs et
exportateurs (IE Canada)

André Leduc

Vice-président, Relations gouvernementales et
politiques
Association canadienne de la technologie de
l'information (ACTI)

Ben Chalmers

Vice-président, Communications et politiques
Association minière du Canada (AMC)

Denis Leclerc

Président et chef de la direction d'Écotech Québec
Canada Cleantech Alliance

Silvia Pencak

Présidente
Women Business Enterprises (WBE) Canada

Participants du gouvernement du Canada

Chris Moran

Directrice générale, Stratégie du portefeuille
commercial et coordination
Affaires mondiales Canada (AMC)

Participants d'EDC

Benoit Daignault, président et chef de la direction

Bruce Dunlop, vice-président, Gestion des
risques et chef de la gestion des risques par
intérim

Catherine Decarie, première vice-présidente,
Affaires générales

Peter Hall, vice-président et économiste en chef

Absents

- Iain Christie, Ph. D., Association des industries aérospatiales du Canada
- Derek Nighbor, Association des produits forestiers du Canada



Corinne Pohlmann

Vice-présidente principale des affaires nationales
et des partenariats
Fédération canadienne de l'entreprise
indépendante (FCEI)